

Distr.  
GENERALE

A/AC.96/SR.485  
4 janvier 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE  
DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Quarante-quatrième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 485ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mercredi 6 octobre 1993, à 10 heures.

Président : M. KAMAL (Pakistan)

SOMMAIRE

Débat général (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.93-02713 (F)

La séance est ouverte à 10 h 10.

DEBAT GENERAL (point 4 de l'ordre du jour) (suite)

1. M. VERGNE SABOIA (Brésil) évoque les problèmes les plus graves auxquels se trouve confronté le Comité exécutif, à savoir les menaces qui pèsent sur l'asile en tant qu'institution, les violations des droits de l'homme des réfugiés et notamment des femmes et des enfants, ainsi que les obstacles et les dangers auxquels se heurtent le HCR et les autres organismes humanitaires lorsqu'ils s'efforcent de s'acquitter de leurs fonctions. Le Comité exécutif doit rappeler aux gouvernements qu'il leur faut respecter les principes sur lesquels le système international de protection des réfugiés a été construit et appliquer les règles du droit humanitaire en ce qui concerne la sûreté des agents travaillant pour des organisations humanitaires et le droit des populations civiles à être secourues.

2. Le Gouvernement brésilien s'inquiète du risque d'érosion des principes du non-refoulement, de la solidarité internationale et du partage de la charge. Ces piliers du système de protection des réfugiés se trouvent ébranlés lorsque des pays désireux de freiner l'immigration clandestine et d'harmoniser leurs politiques en matière d'asile adoptent des lois et procédures administratives qui risquent d'empêcher des personnes en quête d'asile de trouver un lieu sûr ou même d'entraîner leur refoulement. Invoquer la notion de "protection ailleurs" pose aussi de graves problèmes, car cela augmente le fardeau de pays moins développés ou de pays insuffisamment préparés à offrir protection et assistance aux réfugiés. Là encore, on risque d'exposer des réfugiés au refoulement. Or, le principe du non-refoulement est la pierre angulaire de l'asile et de la protection des réfugiés, applicable à tous les demandeurs d'asile jusqu'à ce que leur statut ait été clairement établi. Renvoyer des réfugiés sans leur donner la possibilité de voir leur demande examinée convenablement est une violation flagrante de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967. Le Comité exécutif doit fermement condamner toute violation du principe de non-refoulement et réaffirmer la nécessité de le respecter en toutes circonstances, y compris en cas d'afflux massif de réfugiés; une protection temporaire peut alors constituer une solution adéquate.

3. Ce sont la discrimination et les conflits ethniques qui sont le plus couramment à l'origine des problèmes de réfugiés. Mais les causes sociales et économiques portent souvent atteinte à la capacité des pays de faire face à des situations de crise sans engendrer des mouvements de réfugiés ou des déplacements à l'intérieur des pays. La communauté internationale se doit donc aussi de trouver des solutions structurelles appropriées dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour comprendre et résoudre les problèmes relatifs aux réfugiés.

4. A l'heure actuelle, ce sont les pays en développement qui hébergent les contingents les plus importants de réfugiés à l'échelle mondiale. En application des principes de la solidarité internationale et du partage de la charge, ces pays doivent recevoir les ressources nécessaires, non seulement pour fournir une assistance aux réfugiés, mais aussi pour soulager les tensions que leur présence fait peser sur leur infrastructure.

5. En Amérique latine, la Déclaration de Carthagène a élargi la définition du réfugié, ce qui permet la mise en place de solutions souples pour les personnes en quête d'asile. C'est ainsi que le Brésil a récemment accordé l'asile à un nombre considérable de réfugiés, venus pour la plupart de l'Angola, du Mozambique et du Zaïre. Le maintien de l'assistance du HCR est essentiel pour permettre aux pays de faire face à cette responsabilité supplémentaire.

6. La délégation brésilienne note avec satisfaction que certains des grands problèmes de réfugiés qui se posent en Amérique latine sont en train de s'atténuer; tel est le cas, par exemple, en Amérique centrale et au Suriname. Il faut espérer que l'accord politique conclu en Haïti sera pleinement respecté et permettra de soulager la détresse des Haïtiens qui ont fui ou tentent de fuir leur pays. Les principales leçons à tirer du processus novateur lancé par la Conférence internationale sur les réfugiés centraméricains (CIREFCA) sont que le règlement politique et négocié des différends est le meilleur moyen de résoudre les problèmes de réfugiés et de personnes déplacées et qu'il existe un lien inextricable entre la paix, la démocratie, le développement et la mise en place de solutions durables pour les déracinés.

7. M. Vergne Saboia constate avec inquiétude que les droits de l'homme des réfugiés sont actuellement violés dans des pays développés qui s'enorgueillissent de respecter rigoureusement les droits de l'homme. Certains de ces pays adoptent des politiques qui font obstacle au regroupement familial, déniaient ainsi aux réfugiés l'un de leurs droits essentiels. Très inquiétants aussi sont les actes de violence, d'agression et de discrimination commis à l'encontre de réfugiés pour des motifs xénophobes et racistes. En dépit des efforts des gouvernements, le phénomène fait tache d'huile. Le Comité exécutif ne saurait passer cette question sous silence, et il doit insister sur la nécessité de lutter contre le racisme et la discrimination à l'égard des réfugiés.

8. M. KAMARA (Observateur du Sierra Leone) souligne que son pays a depuis longtemps adopté une politique généreuse en matière d'asile et qu'au cours des années 60 et 70, quelque 250 000 Guinéens ont trouvé asile au Sierra Leone. La collectivité les a assimilés sans la moindre demande d'assistance internationale et ce n'est qu'après le décès de Sekou Touré, en 1984, qu'une assistance a été sollicitée pour la réintégration des Guinéens revenant du Sierra Leone et que le HCR a appris que ce pays leur avait donné asile. Dans les années 70, le Sierra Leone a accueilli nombre de réfugiés, venus essentiellement d'Afrique du Sud, de Namibie, du Zimbabwe, du Soudan et de l'Ouganda; ceux-ci ont été hébergés dans des familles du Sierra Leone. Mais le réveil a été rude en 1990, lorsque 120 000 réfugiés libériens sont arrivés en l'espace de trois mois seulement.

9. Quelques mois plus tard, des incursions d'insurgés du Sierra Leone, commandités par un groupe rebelle installé dans un pays voisin, ont porté la mort et la destruction dans les régions du sud et de l'est du pays. Des milliers de réfugiés libériens ainsi que de nombreux ressortissants du Sierra Leone ont alors fui, vers la République de Guinée le plus souvent. En raison de la guerre, quatre des 12 districts dont se compose le pays sont occupés par des rebelles.

10. Depuis 1991, la guerre menée par les rebelles a provoqué le déplacement à l'intérieur du pays de plus de 500 000 nationaux, sans compter les quelque 250 000 personnes qui se sont réfugiées dans des pays voisins. La communauté internationale ne se rend pas bien compte de l'énormité du problème auquel est confronté le Sierra Leone. Engagé dans la lutte pour libérer les zones tenues par les rebelles, le pays doit consacrer de précieuses ressources à la guerre. En même temps, il héberge quelque 20 000 réfugiés venus essentiellement du Libéria, outre ceux originaires du Soudan, de l'Ethiopie et du Ghana. Il est à noter que la politique suivie par le gouvernement en matière de réfugiés est strictement conforme aux engagements qu'il a pris au titre de la Convention des Nations Unies de 1951, du Protocole de 1967 et de la Convention de 1969 de l'Organisation de l'unité africaine.

11. Un an après son accession au pouvoir, non seulement le gouvernement a remporté des succès sur le plan militaire, mais il a en outre créé les conditions qui permettront aux insurgés de déposer les armes et de s'associer à l'oeuvre essentielle qu'est le développement du pays. A cet égard, M. Kamara tient à faire part à la communauté internationale de la gratitude de son pays pour l'aide apportée aux réfugiés et aux personnes déplacées par l'intermédiaire du HCR, du PAM et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que par des organisations non gouvernementales. Conscient de la nécessité de tirer le meilleur parti possible des ressources disponibles pour venir en aide aux réfugiés et aux personnes déplacées, le gouvernement a créé un comité national de réinsertion (NARECOM), qui, sous l'autorité du Cabinet de l'adjoint du Chef de l'Etat, est chargé de coordonner les activités de tous les organismes intéressés et d'éviter les doubles emplois.

12. Tout en appréciant beaucoup l'assistance apportée à son pays jusqu'à présent, M. Kamara appelle l'attention de la communauté internationale sur la nécessité de poursuivre et d'augmenter l'aide destinée à secourir les personnes déplacées et les réfugiés et à reconstruire dans les zones qui ont été libérées. Le NARECOM a d'ailleurs élaboré un programme global de relèvement.

13. Le Gouvernement du Sierra Leone cherche à mettre fin à la guerre par tous les moyens car aussi longtemps qu'elle continuera, les gens ne pourront ni rentrer chez eux, ni assurer de nouveau leur propre subsistance. Il continue donc à solliciter l'aide de la communauté internationale de façon à pouvoir répondre aux besoins criants de ses ressortissants, tant dans le pays qu'à l'étranger.

14. L'évolution favorable de la situation au Libéria laisse espérer qu'un rapatriement des ressortissants de ce pays réfugiés dans les pays voisins va devenir possible.

15. M. Kamara souhaite la bienvenue aux nouveaux Etats observateurs et appelle l'attention sur l'intervention de l'observateur de la Fédération de Russie à la précédente séance; celui-ci a fait état des besoins croissants de son pays en ce qui concerne les demandeurs d'asile et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le Sierra Leone est favorable à l'initiative tendant à ce que la Fédération de Russie devienne membre du Comité exécutif; ainsi, l'importance de sa voix au sein de cet organe sera pleinement reconnue.

16. M. KUBIS (Observateur de la Slovaquie) dit que son pays, après avoir été un point de départ pour les réfugiés et les migrants, est devenu un pays de transit et d'accueil. C'est pourquoi il s'est associé aux activités du Haut Commissaire et d'autres institutions internationales s'occupant de ces problèmes. La création d'un bureau de liaison du HCR à Bratislava témoigne concrètement de cette coopération. Ce bureau a joué un rôle important dans les orientations d'ensemble adoptées par la Slovaquie pour résoudre les problèmes de réfugiés.

17. Une autre mesure prise pour faire face à ces problèmes a été la création du bureau des migrations en septembre 1993; cet organe est chargé de coordonner l'action de toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales actives dans ce domaine. Sur le plan législatif, on s'est mis en devoir de modifier la loi sur les réfugiés de l'ex-République fédérale tchèque et slovaque, afin de mettre en place des conditions juridiques appropriées pour le séjour des réfugiés sur le territoire de la Slovaquie.

18. Dès l'origine, la République slovaque a pris en charge des réfugiés et des personnes déplacées venus sur son territoire depuis l'ex-Yougoslavie. Elle a même élargi ses activités au profit de personnes transférées de la région de Tchernobyl. La réinstallation d'un nouveau groupe devrait avoir lieu avant la fin de 1993. Ce programme se poursuivra en 1994, mais les années suivantes, sa mise en oeuvre dépendra des ressources dont disposera la Slovaquie.

19. En dépit de graves difficultés économiques et financières, la Slovaquie garde ses frontières ouvertes à tous ceux qui ont besoin d'une protection. Le gouvernement a alloué 232 millions de couronnes à cet effet dans son budget de 1993.

20. Etant dépourvue d'informations en ce qui concerne le traitement des réfugiés, la Slovaquie attache beaucoup d'importance à l'instauration d'une liaison directe avec les bases de données du HCR d'une part et avec un réseau régional d'échange de renseignements d'autre part. Une telle liaison lui apporterait les informations dont elle a besoin pour statuer sur le cas de personnes entrant sur son territoire. De même, les renseignements fournis par le Gouvernement slovaque pourraient être utiles aux pays voisins comme au HCR lui-même.

21. M. El KHAZEN (Liban) constate que la communauté internationale voit sans cesse s'accroître le nombre des réfugiés en raison des catastrophes naturelles et des conflits armés. Il est normal que le problème des réfugiés prenne une dimension internationale, et la charge de répondre aux besoins des réfugiés aux niveaux politique, économique et social incombe bel et bien à la communauté internationale.

22. Le Comité exécutif a souvent évoqué les souffrances endurées par le peuple libanais en raison de 17 années d'une guerre impitoyable et du maintien de l'occupation de sa partie sud par Israël. Ce pays a recours à diverses formes de violence, y compris les bombardements, pour obliger la population du sud du Liban à se plier à sa volonté ou à fuir par peur et par désespoir vers d'autres régions. Israël a récemment bombardé les villages du sud,

forçant 350 000 personnes terrorisées à s'enfuir. S'il est vrai que la plupart d'entre elles sont revenues dans leurs villages, elles n'y ont trouvé que des maisons détruites et une situation précaire.

23. Le Gouvernement libanais est reconnaissant aux organisations humanitaires internationales qui ont envoyé une mission d'enquête d'urgence dans le sud et lancé un appel à toutes les entités susceptibles de lui témoigner de la sympathie, pour réunir quelque 29 millions de dollars des Etats-Unis afin de réparer en partie les dégâts causés par les bombardements israéliens. La contribution du Haut Commissaire à cet effort d'assistance a été de 100 000 dollars des Etats-Unis. M. El Khazen remercie aussi les pays qui, en réponse à l'appel lancé par des organisations internationales et le Gouvernement libanais, ont apporté leur aide pour soulager les souffrances des populations au Liban.

24. Le Liban appuie sans réserve les efforts déployés par le Haut Commissaire et espère que ceux-ci seront étendus aux personnes déplacées dans leur propre pays. Il a souvent plaidé en faveur d'une redéfinition de la notion de réfugié, de manière à englober les personnes déplacées dans leur propre pays dans le champ des activités du Haut Commissariat puisqu'elles connaissent les mêmes problèmes que les réfugiés au sens de la Convention de 1951. Le Liban appuie donc la résolution 1993/95 de la Commission des droits de l'homme, en vertu de laquelle un représentant du Secrétaire général sera mandaté pour s'occuper des problèmes des personnes déplacées dans leur propre pays.

25. On le sait, il y a un grand nombre de réfugiés palestiniens au Liban et leur droit au retour à la terre natale est un droit naturel. Il incombe à la communauté internationale de permettre ce retour en créant un Etat palestinien indépendant et en garantissant le droit au retour à tous les Palestiniens vivant hors des territoires occupés. Les Libanais comme les Palestiniens sont catégoriquement opposés à toute forme d'installation au Liban.

26. Au Liban, beaucoup de gens continuent de vivre dans la peur, la pauvreté et la précarité permanentes. Il est temps que la communauté internationale s'attaque à la racine du problème, de façon qu'il ne soit plus nécessaire d'organiser des secours pour soulager la détresse humaine qui en découle.

27. M. DOS SANTOS (Angola) rappelle que la dernière session du Comité exécutif a eu lieu au moment où l'Angola tenait ses premières élections, qui ont fait naître l'espoir au sein du peuple angolais et lui ont donné foi en un avenir plein de promesses. Toutefois, malgré la maturité politique dont il a fait montre au cours du processus électoral, ses espoirs ont été de courte durée; en effet, l'UNITA n'a pas su accepter sa défaite électorale et a unilatéralement décidé de refuser les résultats des élections, optant une fois de plus pour la voie armée et semant la mort et la destruction dans diverses régions du pays.

28. Ainsi que la délégation angolaise l'a indiqué au Comité exécutif en octobre 1991, plus de 300 000 Angolais attendaient d'être rapatriés, si possible avant les élections. Pour des raisons diverses, ce rapatriement n'a pas eu lieu. Cependant, près de 112 000 Angolais se trouvant au Zaïre sont rentrés spontanément. Le rapatriement organisé aurait dû commencer juste après

les élections et le gouvernement et le Haut Commissaire avaient déjà beaucoup travaillé dans ce sens. Avec ses propres fonds, le gouvernement a organisé un rapatriement à partir de la Zambie vers la province de Moxico.

29. En raison de la situation créée par l'UNITA, qui a occupé militairement des provinces qui sont des zones privilégiées d'accueil des réfugiés, le processus de rapatriement s'est trouvé totalement compromis. Cela a causé de sérieuses difficultés aux Angolais exilés qui attendaient leur retour au pays natal. Eu égard aux difficultés que connaissent certains pays d'asile où vivent les réfugiés angolais, notamment le Zaïre, on imagine les souffrances de ces milliers d'Angolais qui n'ont pas pu rentrer chez eux.

30. En dépit des efforts déployés par le Bureau du HCR en Angola, les rapatriés angolais n'ont pas bénéficié de l'appui nécessaire à leur réintégration. Le personnel et les moyens mis à leur disposition par le HCR dans les zones de transit ainsi que les aides en nourriture et en médicaments ont été sensiblement réduits du fait que l'UNITA a mis en difficulté le programme alimentaire mondial en tirant sur un avion qui transportait des biens pour les rapatriés.

31. La situation sociale en Angola est dramatique. Plus de 3 millions de personnes ont été déplacées ou rapatriées ou sont victimes de la guerre ou de la sécheresse; parmi elles, 25 % sont des enfants. Le nombre des décès est effrayant - environ 1 000 par jour. Seul un vaste programme d'urgence engagé dans tout le pays avec l'appui de la communauté internationale pourra encore sauver des vies. Le Gouvernement angolais escompte que le HCR jouera un rôle plus actif pour venir en aide aux rapatriés mais aussi aux personnes déplacées.

32. Bien que le rapatriement des réfugiés angolais ait été suspendu, il ne doit pas être considéré comme terminé. Tout dépendra de l'évolution de la situation politique. Le HCR doit commencer dès maintenant à programmer cette activité afin que dès que les conditions seront réunies, le rapatriement reprenne. L'attente a été longue et les conditions de vie des Angolais sont insoutenables dans certains pays d'accueil.

33. En réponse à l'appel de fonds du HCR pour l'Angola, plusieurs contributions ont été annoncées. Mais il faudrait renouveler cet appel pour permettre au HCR d'accomplir intégralement sa mission, car il faut des capitaux pour la réintégration des populations et pour les programmes à mettre en oeuvre dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'approvisionnement en eau. Le gouvernement n'a pas à lui seul la capacité financière nécessaire pour s'en charger.

34. M. SILAHAHI (Observateur de l'Indonésie) déclare que son pays, en tant que pays de premier asile, estime que la présence de réfugiés et d'autres personnes en quête d'asile sur son territoire doit être temporaire et que la réinstallation dans des pays tiers et le rapatriement vers le pays d'origine sont les seules solutions viables. Aucun réfugié ne doit rester définitivement dans les pays de premier asile. En Indonésie, pas moins de 144 900 demandeurs d'asile vietnamiens ont été immatriculés et se sont installés à titre temporaire au cours des 18 dernières années. Sur ce nombre, et grâce à

l'action de la communauté internationale en faveur des réfugiés, 129 873 ont été réinstallés dans des pays tiers, 3 767 sont rentrés en toute sécurité dans leur pays d'origine dans le cadre d'un programme de rapatriement volontaire réussi et 11 260 sont toujours en Indonésie.

35. Avec l'aide du HCR et dans le cadre du Plan d'action global (PAG) pour les réfugiés indochinois, le Gouvernement indonésien a récemment mené à bien la détermination du statut des demandeurs d'asile restants. Au total, 2 534 ont été admis en tant que réfugiés.

36. Depuis son lancement, le PAG a enregistré des succès grandissants. D'utiles pourparlers tripartites, auxquels ont participé le HCR et les Gouvernements indonésien et vietnamien, ont eu lieu à Hanoi les 1er et 2 octobre 1993. Un mémorandum d'accord sur les principes et arrangements relatifs au retour des Vietnamiens non réfugiés se trouvant en Indonésie a été conclu.

37. Préserver le droit de premier asile et l'intégrité du PAG sont des objectifs auxquels adhère l'Indonésie. Elle souhaite que le programme de réinstallation se poursuive et en appelle aux pays donateurs pour qu'ils continuent d'oeuvrer en faveur de la mise en oeuvre intégrale du PAG. Une parfaite coordination entre les pays d'asile et de réinstallation, le HCR et d'autres organismes intéressés est indispensable à la réussite de ce plan d'action.

38. M. NOVAK (Observateur de la République tchèque) dit que son pays a acquis depuis trois ans l'expérience de l'accueil des réfugiés. L'ex-Tchécoslovaquie, tout comme la nouvelle République tchèque, ont dû dans un laps de temps très bref mettre en place des politiques et mécanismes pour traiter de la question des réfugiés, ainsi que le cadre législatif nécessaire. La République tchèque a adhéré de jure à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 le 1er janvier 1993. Elle a adopté l'arrêté qu'avait pris l'ex-Tchécoslovaquie pour offrir un asile temporaire aux victimes du conflit dans l'ex-Yougoslavie, arrêté qui prévoit notamment l'octroi d'une assistance aux détenus, aux enfants, aux femmes et aux malades. Les autorités tchèques préparent actuellement un amendement partiel à la loi tchèque sur les réfugiés, ainsi qu'une nouvelle législation d'ensemble sur l'asile, qui pourrait être adoptée en 1994.

39. Le Gouvernement tchèque coopère étroitement avec le HCR et d'autres organisations internationales telles que l'OIM et le CICR, diverses organisations non gouvernementales et bureaux pour les réfugiés d'autres pays. Dans l'immédiat, les tâches les plus importantes lui paraissent être l'élaboration de procédures types en matière d'asile compatibles avec les systèmes en vigueur dans les pays d'Europe occidentale, ainsi que la préparation d'un programme global d'intégration des réfugiés et des réfugiés temporaires venus de l'ex-Yougoslavie.

40. La situation géographique de la République tchèque la place dans une situation très particulière en ce qui concerne les migrations. Le problème le plus important à cet égard est le transit de personnes attirées par le marché du travail clandestin dans les pays d'Europe occidentale. Les modifications



restrictives actuellement apportées à la législation sur l'asile dans les pays d'asile traditionnels risquent de faire de la République tchèque un pays de destination.

41. La solution du problème mondial des réfugiés nécessite l'adoption de mesures internationales d'ensemble. La communauté internationale doit s'attaquer en priorité aux violations des droits de l'homme qui sont à la racine du problème des réfugiés. La République tchèque est disposée à participer à cet effort en dépit d'une expérience limitée; il est très important pour elle de pouvoir collaborer dans ce domaine avec d'autres pays et avec les organisations internationales. Le Comité exécutif devrait à cet égard reprendre les recommandations d'Amnesty International concernant la protection des réfugiés.

42. Enfin, M. Novak fait savoir qu'à la fin d'octobre 1993, son gouvernement fixera le montant des contributions financières qu'il versera pour les victimes du conflit armé en cours dans l'ex-Yougoslavie et pour la fourniture d'une aide humanitaire directe.

43. M. DOBREV (Observateur de la Bulgarie) rappelle que son pays a adhéré à la Convention de 1951 ainsi qu'au Protocole de 1967 le 12 mai 1993. Le HCR a ouvert un bureau de liaison à Sofia en février 1992. Un accord de siège a été signé en mai 1993. En novembre 1992, l'Office national pour l'asile territorial et les réfugiés a été institué en tant qu'organisme gouvernemental chargé de l'application de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967. De par son statut, cet office assure la coordination interorganisations nécessaire.

44. Au total, 185 personnes venues de l'ex-Yougoslavie ont bénéficié d'une protection et d'une assistance temporaires. Le Bureau de liaison du HCR leur a octroyé à tous le statut de réfugié. D'après les estimations des autorités bulgares, plus de 1 000 personnes venues de l'ex-Yougoslavie sont hébergées par des familles d'accueil sans avoir été immatriculées officiellement. Plus de 15 000 étrangers résident illégalement en Bulgarie dans le but de trouver asile à l'Ouest. Les procédures d'immigration étant devenues plus rigoureuses dans la Communauté européenne, la plupart de ces étrangers sont maintenant des demandeurs d'asile potentiels en Bulgarie.

45. Quoique le nombre de réfugiés bénéficiant d'une protection temporaire en Bulgarie paraisse relativement faible, ces mesures représentent déjà un fardeau pour le pays, compte tenu des graves contraintes économiques qu'il connaît en raison du difficile processus de transition vers l'économie de marché et des pertes économiques subies par suite des sanctions économiques appliquées à l'encontre de la Serbie et du Monténégro. C'est pourquoi la Bulgarie compte sur une aide financière accrue, dans le cadre des programmes du HCR, pour financer les dépenses de soins et d'entretien. La mise en place des structures organisationnelles nécessaires pour examiner les dossiers des demandeurs d'asile et des réfugiés potentiels est essentielle pour la mise en oeuvre de politiques nationales efficaces. Une assistance du HCR, notamment pour former le personnel de l'Office national et organiser des séminaires et cours à l'intention de la police et du personnel judiciaire, serait très opportune et très précieuse.

46. Se référant à la présentation générale des activités du HCR pour 1992-1993 (A/AC.96/813), M. Dobrev souligne que la planification stratégique est d'une importance capitale si l'on veut faire face de manière adéquate à des situations d'urgence. Des informations objectives et exactes sur la situation régnant dans des pays d'où risquent d'arriver des réfugiés sont une condition indispensable pour une planification adaptée des politiques nationales en matière de réfugiés. La Bulgarie partage le point de vue ressortant du paragraphe 24 dudit document en ce qui concerne le rôle important que le Centre d'information et de documentation du HCR est appelé à jouer dans l'élaboration des programmes du HCR. Le Gouvernement bulgare souhaite demander officiellement à avoir accès aux bases de données du HCR et notamment à celles comportant des renseignements sur les pays d'origine. Dans un premier temps, c'est la Mission permanente de la Bulgarie à Genève qui pourrait les consulter.

47. La délégation bulgare a pris note avec beaucoup d'intérêt de la Note sur la protection internationale (A/AC.96/815), qui présente une excellente analyse des tendances actuelles de la protection internationale des réfugiés et des demandeurs d'asile. Certains pays appliquent les concepts de premier pays d'asile et de pays d'origine sûr d'une manière extrêmement préoccupante aux yeux du Gouvernement bulgare et l'instauration de procédures sommaires pour les personnes venues de "pays d'origine sûrs" est particulièrement inquiétante. M. Dobrev fait sienne la conclusion énoncée au paragraphe 23 de cette note selon laquelle ces concepts ne doivent être appliqués que si le principe du non-refoulement est strictement respecté. C'est un problème tout à fait crucial pour la Bulgarie, qui est un important pays de transit pour les réfugiés venus d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

48. La Bulgarie partage le sentiment général qui s'est fait jour à la présente session du Comité exécutif, selon lequel priorité doit être donnée à la prévention des mouvements de réfugiés. Toutes les crises donnant lieu à des déplacements massifs de personnes ont pour dénominateur commun de s'accompagner de violations massives des droits de l'homme. C'est pourquoi la Bulgarie appuie la recommandation 3 du Secrétaire général, reproduite dans le document A/AC.51/1993/2, qui tend à favoriser une coopération plus poussée entre le HCR et le Centre pour les droits de l'homme dans les cas d'exodes et d'exils prolongés provoqués par des violations des droits de l'homme.

49. M. GOONETILLEKE (Observateur de Sri Lanka) souligne qu'il n'y a jamais eu d'époque aussi cruciale en ce qui concerne les réfugiés. Le nombre de victimes de catastrophes naturelles ou causées par l'homme ne cesse de s'accroître et aucune région du monde n'est épargnée. Le problème des réfugiés revêt donc désormais un caractère international. Pour ce qui est des causes des déplacements de personnes tant dans leur propre pays que vers l'étranger, on a généralement tendance à invoquer les violations des droits de l'homme, les persécutions, guerres civiles et autres facteurs. Ceux-ci contribuent sans doute au phénomène, mais d'autres éléments, tels les catastrophes naturelles et causées par l'homme, le sous-développement et l'absence de paix et de sécurité interviennent aussi. Si quelqu'un ne se sent pas en sécurité là où il habite, il partira pour un lieu plus sûr. Si quelqu'un ne peut subvenir à ses besoins dans le milieu où il vit, il se déplacera vers un environnement plus favorable. Si l'on ne s'attaque pas aux racines du phénomène, les mouvements de population se poursuivront sans répit.

50. Dans le cas de Sri Lanka, on constate l'existence de trois catégories de victimes : celles qui ont quitté Sri Lanka pour l'Occident en quête d'asile; les personnes qui sont parties des provinces septentrionale et orientale pour aller vers l'Inde; enfin, les personnes déplacées des mêmes provinces vers le reste de Sri Lanka.

51. Les événements dramatiques de 1983 ont suscité une vague de sympathie à l'égard des personnes de la première catégorie et des gouvernements d'Europe occidentale et de certaines autres régions leur ont très généreusement accordé l'asile. Leur volonté d'accueillir à bras ouverts ceux qui avaient véritablement souffert des événements de 1983 a été exploitée par d'autres qui, ayant quitté Sri Lanka par des voies normales, ont demandé l'asile à leur arrivée à destination en invoquant de prétendues persécutions. Dans ces cas, la nécessité économique remplaçait les considérations humanitaires. Des spécialistes de l'acheminement de convois humains à travers les frontières vers des destinations convoitées à l'Ouest ont ainsi touché des sommes considérables. Heureusement, certains gouvernements occidentaux ont fait une évaluation juste de la situation et ont pris des mesures pour freiner l'afflux des migrants économiques.

52. S'agissant de la deuxième catégorie de réfugiés de Sri Lanka, le régime de terreur que fait régner sur sa propre communauté le Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) a entraîné des mouvements massifs de réfugiés tant à l'intérieur du pays que vers l'étranger. Le fait que le LTTE n'ait pas eu à rendre compte à la communauté internationale de ses actes terroristes l'a encouragé à poursuivre ses atrocités. Cependant, l'amélioration de la sécurité dans la province orientale et une partie de la province septentrionale du pays a permis le rapatriement de certains réfugiés avec l'aide du HCR et du Gouvernement indien, ce dont Sri Lanka se réjouit beaucoup. A ce jour, près de 37 000 personnes sont rentrées chez elles volontairement.

53. Afin de faciliter l'entreprise, le gouvernement a mis sur pied un vaste programme de relèvement. Les rapatriés sont libres de se réinstaller dans les zones où ils habitaient auparavant ou dans d'autres zones de leur choix, ou encore de rester dans des centres sociaux tant qu'ils n'ont pas fait un choix. Ils bénéficient des rations normales ainsi que d'allocations de réinstallation et d'une assistance financière pour la reconstruction de leur maison, la reprise de leur activité professionnelle, etc. Ceux qui avaient dû quitter leur emploi ont été repris dans les meilleurs délais. Il est hors de question d'obliger qui que ce soit à un rapatriement ou à une réinstallation; le Gouvernement sri-lankais travaillera en collaboration avec le HCR et d'autres organisations internationales pour mener à bien les opérations.

54. On compte actuellement plus de 600 000 personnes déplacées dans le pays même, en raison du conflit toujours ouvert entre le LTTE et le gouvernement. Le LTTE tente de procéder à une "épuration ethnique" dans les provinces orientale et septentrionale, en vue de les revendiquer comme "foyer national traditionnel" du peuple tamoul. Paradoxalement, un nombre croissant de Tamouls sont eux-mêmes victimes d'extorsion, de conscription forcée, de placement en détention illégale, de procès devant des tribunaux irréguliers et d'autres mesures répressives. Le gouvernement dépense plus de 5 millions de dollars par mois pour nourrir et entretenir les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

La sympathie et l'appui apportés par le HCR, le CICR, diverses organisations non gouvernementales et de nombreux gouvernements sont très précieux.

55. Au sujet des observations faites par le Haut Commissaire concernant la prévention et la protection, Sri Lanka reconnaît que la prévention est rentable pour l'avenir mais coûteuse dans l'immédiat. Pourtant, vu les avantages que présente à long terme la prévention, le choix est évident. La création de centres de secours ouverts à tous dans la province septentrionale, réalisée en coopération avec le HCR, est une expérience exceptionnelle. Pour la première fois, des civils ayant des raisons de croire que leur sécurité est menacée ont la possibilité de se rendre librement dans un centre de secours plutôt que de quitter Sri Lanka pour l'Inde.

56. Le HCR a joué un autre rôle irremplaçable à Sri Lanka. Les transports ferroviaires et routiers vers la péninsule de Jaffna ayant dû être interrompus en raison des combats et du sabotage, on a fait appel aux bons offices du HCR pour ménager un passage sûr permettant aux civils d'entrer dans la péninsule et d'en sortir. A l'issue de plusieurs séries de discussions entre le HCR et le LTTE, un projet d'accord sur la sécurité de passage a été remis au LTTE en juin 1993. Plusieurs tentatives ont été faites pour parachever ces arrangements, mais cet objectif humanitaire reste un rêve lointain en raison de l'attitude intransigeante du LTTE.

57. En conclusion, M. Goonetilleke remercie le Haut Commissaire et ses collaborateurs compétents et dévoués, ainsi que les pays donateurs qui ont permis au HCR de poursuivre sa mission à Sri Lanka. La situation étant presque redevenue normale dans le pays du point de vue de la sécurité, on peut espérer que le HCR pourra jouer un rôle de plus en plus important en matière de rapatriement et de réinstallation de Sri-Lankais dans les mois à venir.

58. M. CHAKRAVARTI (Observateur de l'Inde) fait part de la profonde gratitude de son gouvernement pour la sympathie et la solidarité témoignées aux victimes du récent tremblement de terre en Inde. Les sentiments exprimés au cours de la présente session du Comité exécutif renforcent les autorités indiennes dans leur résolution de se montrer à la hauteur de cette tragédie.

59. L'Inde attache une grande importance à l'oeuvre humanitaire du Haut Commissaire et de ses collaborateurs. De par sa nature même, leur action exige que le Comité exécutif et le secrétariat se tiennent en dehors de la politique et ne puissent être suspectés d'aucune motivation de cet ordre. Le Comité exécutif et son bureau ont une lourde responsabilité à cet égard.

60. On compte maintenant plus de 18 millions de réfugiés dans le monde entier. Les mouvements de réfugiés naissent souvent de situations où les gens ne peuvent pleinement jouir de leurs droits politiques et civils. Mais les causes profondes des mouvements de population deviennent de plus en plus complexes. Ainsi qu'il est souligné dans la Note sur la protection internationale (A/AC.96/815), les flux de réfugiés ne doivent pas être uniquement considérés par rapport aux violations des droits civils et politiques : l'extrême pauvreté, la faim et les problèmes économiques en sont également devenus des causes importantes. Si les disparités économiques

entre pays industrialisés et pays en développement persistent, les gens continueront de quitter leur pays d'origine.

61. La Note sur la protection internationale évoque des circonstances où le HCR pourrait être amené à accepter des responsabilités spécifiques s'agissant de personnes déplacées dans leur propre pays. Il ne faut pas perdre de vue que la responsabilité première du bien-être des citoyens sur le territoire d'un Etat incombe à l'Etat lui-même et que son consentement doit être une condition préalable à toute activité intéressant des personnes déplacées dans leur propre pays. Toute action engagée doit être conforme aux dispositions de la Charte, même lorsqu'il n'existe plus de dispositifs nationaux responsables de ces questions. Etendre le mandat du HCR à la prise en charge de personnes déplacées dans leur propre pays à titre permanent ou quasi permanent est à considérer avec circonspection.

62. La communauté internationale est en train de prendre conscience des effets du terrorisme et de la subversion sur les mouvements de réfugiés. Tous les Etats ont le devoir de s'abstenir de financer ou de soutenir des activités terroristes et subversives menées dans d'autres pays et susceptibles d'occasionner des mouvements de réfugiés. Le terrorisme a été condamné en tant que violation des droits de l'homme lors de la récente Conférence des Nations Unies sur les droits de l'homme.

63. Il est réconfortant de constater que depuis la quarante-troisième session du Comité exécutif, un grand nombre de rapatriements volontaires ont eu lieu ou se sont ébauchés. Le rapatriement volontaire reste la meilleure solution durable aux problèmes de réfugiés et constitue une bonne technique pour assurer aux réfugiés un rapatriement dans la dignité et la sécurité.

64. Quoique l'Inde soit un pays en développement aux ressources limitées, elle a une longue tradition d'hospitalité à l'égard des réfugiés. Au fil des ans, elle a accueilli des réfugiés en provenance de toute la région, assumant cette charge stoïquement en puisant essentiellement dans ses propres ressources. Les rapatriements se sont faits de manière strictement volontaire, généralement dans le cadre d'arrangements bilatéraux. L'Inde héberge actuellement des milliers de réfugiés du Sri Lanka et du Bangladesh qui souhaitent rentrer chez eux. Des accords ont été conclus avec les gouvernements de ces pays en vue de leur rapatriement volontaire. Dans le cas des réfugiés sri-lankais, les opérations de rapatriement sont déjà en cours et se déroulent sans heurt, en coopération avec le Gouvernement sri-lankais et le HCR.

65. M. AKTAN (Turquie) souligne que son pays, situé au coeur même d'une région où font actuellement rage des conflits engendrant des mouvements de réfugiés et ayant des liens historiques et culturels avec la plupart des peuples ainsi touchés, attache une grande importance à la prévention. Les premières questions à se poser à cet égard sont : que prévenir et comment s'y prendre. Une démarche systémique ou holistique, plutôt que l'approche analytique généralement adoptée de nos jours, s'impose lorsqu'il s'agit d'évaluer le problème des réfugiés. Le Haut Commissaire semble avoir eu le même point de vue lorsqu'elle s'est fait l'avocate d'une stratégie d'ensemble; l'ONU poursuit le même objectif lorsqu'elle insiste sur le rôle de coordination qui incombe au Département des affaires humanitaires en cas

de situations d'urgence complexes. Un débat approfondi sur ce problème s'impose si l'on veut en arriver à un consensus international.

66. Quoique la communauté internationale sache depuis plusieurs décennies que l'explosion démographique provoquerait inévitablement de graves dégâts dans l'environnement et que la situation, notamment dans les pays les moins avancés, serait encore aggravée par les ralentissements de la croissance économique, elle n'a pas su empêcher que cela se produise. Aujourd'hui, elle ne peut guère espérer résoudre les problèmes de réfugiés qui en résultent en rétablissant l'ordre ou en relançant le développement dans les pays d'origine avant de rapatrier les réfugiés; elle doit se contenter d'encourager les rapatriements volontaires et d'espérer que les réfugiés resteront dans leur pays une fois qu'ils y seront rentrés.

67. S'il est vrai que les sociétés démocratiques ne suscitent pas de réfugiés ou de personnes déplacées en temps de paix, il n'est pas certain que ce soit exclusivement parce qu'elles respectent les droits de l'homme et les libertés. L'histoire montre que la plupart des pays démocratiques sont parvenus à l'intégrité territoriale et à l'unité politique en associant la persuasion et la force. Leur haut niveau de développement permet de produire une abondance de biens suffisante soit pour satisfaire, soit pour limiter, les exigences de groupes ethniques eux-mêmes largement assimilés à des cultures devenues homogènes. Pourtant, mêmes les sociétés démocratiques ne sont pas entièrement exemptes de problèmes.

68. Les problèmes de réfugiés créés par les régimes totalitaires n'ont pas pris des proportions incontrôlables. Les réfugiés sont le produit d'Etats en train de se désintégrer ou, aussi paradoxal que cela paraisse, de pays en voie de démocratisation. Dans le premier cas, il y a disparition de l'autorité politique, et dans le second, perte d'une idéologie omniprésente. Outre qu'elle met en danger le processus précaire de la réforme économique, une démocratisation trop rapide peut favoriser un ethnonationalisme virulent qui, en l'absence d'une répression tout aussi brutale, engendre inévitablement des mouvements de réfugiés. La Turquie ne connaît que trop bien ce dilemme des empires qui se désintègrent.

69. Il faut bien reconnaître qu'à court terme, la démocratie n'est pas une garantie du respect des droits des ethnies; elle constitue plutôt un cadre politique et juridique dans lequel les groupes ethniques peuvent s'efforcer de faire valoir leurs droits à condition de rester dans les limites de la légalité - un combat politique long et difficile qui, s'il reste pacifique, a quelque chance de déboucher sur une solution équilibrée et civilisée. Croire qu'en transplantant la démocratie et le respect des droits de l'homme on éliminera nécessairement et immédiatement les causes profondes des mouvements de réfugiés est à la fois idéaliste et simpliste.

70. Parmi les causes du problème des réfugiés, on ne parle jamais des conséquences de la politique extérieure des pays développés ni des attitudes affichées dans ces sociétés à l'égard des problèmes ethniques du reste du monde. Dans beaucoup de sociétés démocratiques développées, on observe un parti pris indéniable en faveur des droits collectifs des groupes ethniques d'autres pays. C'est particulièrement vrai des organisations non gouvernementales, dont la tendance à s'identifier aux groupes ethniques

vivant hors de leur propre pays les pousse même parfois jusqu'à soutenir le terrorisme ethnique. Pourtant, ces mêmes organisations non gouvernementales ont parfois tendance à négliger la situation de groupes ethniques se trouvant dans leur propre pays, par exemple les étrangers, les demandeurs d'asile ou les travailleurs migrants exposés à la violence raciste. On ne peut s'empêcher de penser que ce genre d'attitude, plutôt que d'être l'expression de la conscience de ces sociétés, voire de l'ensemble de l'humanité, ont des objectifs purement thérapeutiques. Or, les organisations non gouvernementales influencent fortement les médias qui forment l'opinion publique et, par là même, contribuent à orienter la politique extérieure.

71. Bien évidemment, la politique extérieure ne consiste pas simplement à traduire les sympathies ou antipathies populaires en objectifs à atteindre; elle a sa propre logique, qui a peu de choses à voir avec la morale. Se ménager un créneau politique et économique concurrentiel dans un environnement international impitoyable exige parfois de déstabiliser les concurrents en exploitant leurs différences ethniques. Dans un tel contexte, la démocratie et le respect des droits de l'homme n'apparaissent guère pertinents et le risque de créer une situation de réfugiés explosive est considéré comme revêtant une importance secondaire.

72. Selon une théorie en vogue depuis quelque temps dans les médias internationaux, l'Occident est l'Empire et tous les autres Etats sont les barbares. Une seconde théorie tend à diviser le monde en une zone de paix et une zone de troubles; selon une troisième théorie enfin, le choc des civilisations est imminent et inévitable.

73. Si l'on s'en tient à la première théorie, la Turquie, située dans la région intermédiaire entre l'Empire et les barbares, a pour mission de bloquer les mouvements migratoires des nouveaux barbares vers l'Empire. Selon la troisième théorie, la Turquie est déchirée entre sa religion musulmane et sa vocation occidentale et, par là même, placée au coeur de l'affrontement entre deux civilisations irréconciliables. Quoique les trois théories en question soient probablement de pures affabulations, il y a lieu de souligner qu'il ne faudra pas compter sur la Turquie pour faire obstacle à l'avancée des barbares, quels qu'ils soient.

74. Evoquant la situation en Bosnie et en Herzégovine, M. Aktan rend hommage au personnel du HCR et du CICR ainsi qu'aux membres d'organisations non gouvernementales qui y travaillent, et remercie la Communauté européenne et les autres donateurs pour leurs généreuses contributions; il souligne que la principale leçon à tirer de cette tragédie est que des opérations de maintien de la paix ne peuvent pas avoir lieu alors même que la guerre fait rage. Apporter nourriture et secours, mais aucune protection, à ceux qui sont la cible des hostilités est en soi une contradiction flagrante. En Bosnie comme dans la région du Caucase, les réfugiés ne sont pas une retombée du conflit, mais son objectif essentiel. Toute résolution adoptée par la communauté internationale qui reste lettre morte et n'est pas appliquée coûte cher au HCR.

75. De nombreuses autres régions, comptant des populations autrement plus nombreuses que la Bosnie et l'Herzégovine, sont porteuses de conflits ethniques; là aussi, des guerres d'épuration ethnique risquent d'éclater.

A moins que la communauté internationale ne se montre résolue à mettre fin à l'agression et à imposer la paix, la présence du HCR ne suffira pas à empêcher que ces situations deviennent incontrôlables. Or, la communauté internationale a perdu toute crédibilité en Bosnie lorsqu'elle a donné le feu vert à des forces qui voulaient rejeter sur elle la charge des éléments ethniques qu'elles jugeaient indésirables, en en faisant des réfugiés. Dans ces conditions, on peut prévoir sans risque de se tromper que le développement du HCR continuera d'être exponentiel.

76. Ce dont on a besoin, ce n'est pas seulement d'une stratégie globale conçue dans une optique de coopération, mais d'un consensus de politique étrangère sur une stratégie intergouvernementale fondée sur des relations saines plus que sur la compassion. La communauté internationale doit faire son examen de conscience pour ne pas perdre purement et simplement son âme.

77. M. AZAM (Observateur de l'Afghanistan) dit qu'une guerre d'indépendance de 14 ans a contraint 6 millions d'Afghans à quitter leur foyer et à chercher refuge au Pakistan, en Iran ou ailleurs, tandis que 14 autres millions de personnes se sont retrouvées déplacées en Afghanistan même. Près de 1,5 million d'Afghans ont perdu la vie, tandis que le pays, déchiré par la guerre, compte environ 2 millions d'handicapés et des millions de veuves et d'orphelins. L'infrastructure physique du pays a été détruite à 80 % et une quinzaine de millions de mines de types divers n'ont pas encore été désarmées. De plus, des dizaines de milliers d'enfants afghans, emmenés en URSS pendant la guerre pour y être "russifiés", ne sont toujours pas rentrés de Russie ni des autres républiques de l'ancienne URSS. Ce qui est plus douloureux encore, c'est le fait que la plupart des enfants afghans grandissent aujourd'hui sans éducation.

78. Un effet de repoussoir allié à un effet d'attraction ont contribué à inciter un grand nombre d'Afghans à chercher refuge à l'étranger. L'invasion russe, la crainte d'être jeté en prison ou de mourir, l'incorporation forcée dans les forces armées, la guerre et les bombardements, la torture et les massacres perpétrés pour des motifs religieux et politiques et la destruction de l'infrastructure socio-économique ont exercé un effet de repoussoir, tandis que la perspective de vivre en paix, de pouvoir se faire soigner, d'accéder à l'éducation, d'avoir un travail, de mener une vie de famille, etc., dans les pays voisins, a exercé un effet d'attraction.

79. Il est indispensable aujourd'hui de susciter un effet d'attraction vers l'Afghanistan pour encourager les réfugiés à regagner leur pays. Leurs maisons sont en ruine, l'eau potable fait défaut, le système d'irrigation est détruit, on ne peut se procurer de semences améliorées, les propriétés sont truffées de mines et les terres ne peuvent plus être cultivées par les méthodes traditionnelles de labourage avec des boeufs. Sentiments et émotions ne suffisent pas à convaincre les réfugiés de rentrer dans le pays, s'ils ne disposent pas du minimum pour survivre, du moins pour une saison. Dans plusieurs cas, comme par exemple dans le district de Kama dans la province de Nangarhar, des réfugiés qui étaient rentrés chez eux sont repartis au Pakistan au bout de quelques semaines seulement, faute de pouvoir satisfaire leurs besoins essentiels.



80. Les appels lancés aux particuliers comme aux organisations ont suscité une réponse contradictoire. Pour certains, il était impossible d'aider l'Afghanistan parce que le pays n'était pas en paix. Pour d'autres, dans les circonstances actuelles, l'assistance était liée à la sécurité. Or, plus il y aura de réfugiés qui regagneront le pays, plus tôt la sécurité y régnera.

81. Actuellement, plus d'un tiers de la population afghane vit à l'étranger. Les jeunes gens ont joué un rôle actif dans la résistance à l'agression étrangère. Mais aujourd'hui, il n'est plus nécessaire de recourir à l'action militaire. Les familles devraient regagner leur pays et se lancer dans le relèvement de l'agriculture. Une fois que les jeunes gens sauront que leurs parents ont besoin de leur aide pour cultiver la terre, ils se débarrasseront de leurs armes, rejoindront les leurs et participeront à l'effort de leur famille. En revanche, si les familles continuent de vivre dans des camps au Pakistan ou en Iran, les jeunes continueront de porter des armes et de menacer la sécurité. En d'autres termes, le rétablissement de la paix est directement lié aux mouvements de rapatriement des réfugiés.

82. Le Gouvernement afghan a décidé de transférer le pouvoir à la nation. Mais comment le faire lorsqu'un tiers de la population vit à l'étranger, alors que les Afghans demeurant dans le pays sont inutilement harcelés par des forces armées ? Seules des mesures efficaces propres à faciliter sans plus tarder le rapatriement et la réinsertion des réfugiés contribueront à assurer la sécurité et la démocratisation en Afghanistan. Le problème des arrivées de réfugiés du Tadjikistan impose un fardeau supplémentaire au pays. Le Gouvernement afghan a besoin d'aide pour trouver des solutions permettant à ces réfugiés de regagner au plus tôt leur foyer. A cet égard, l'observateur de l'Afghanistan se félicite de la visite effectuée par le Haut Commissaire dans la région ainsi que des accords tripartites passés entre le HCR, l'Afghanistan et l'Iran d'une part, le HCR, l'Afghanistan et le Pakistan d'autre part.

83. En conclusion, l'observateur de l'Afghanistan dit que le fait que les réfugiés afghans représentent la population réfugiée la plus nombreuse du monde, ainsi que le fait que le pays compte un nombre imposant de personnes déplacées sur son propre territoire ainsi que de réfugiés originaires du Tadjikistan, donnent à penser que l'Afghanistan devrait être membre à part entière du Comité exécutif. Comme le HCR a aidé l'Afghanistan dans le passé et continuera à le faire, l'observateur de l'Afghanistan demande officiellement que son pays devienne membre du Comité pour faciliter ses travaux.

84. M. FAROOQ (Observateur du Bangladesh) dit que, depuis la précédente session du Comité exécutif, une évolution positive s'est fait jour, dans le sens d'un apaisement des tensions et de la levée des incertitudes causées par les arrivées massives de réfugiés du Myanmar dans son pays. Au début de 1992, lorsque le nombre de réfugiés avait atteint son maximum, plus de 260 000 personnes, le Gouvernement du Bangladesh s'était trouvé face à une situation qui non seulement pesait lourdement sur les moyens économiques et administratifs limités dont il disposait pour accueillir tant de réfugiés, mais où s'exerçaient aussi sur lui des pressions politiques internes pour l'amener à organiser au plus tôt le rapatriement des réfugiés au Myanmar. Le Gouvernement du Bangladesh exprime ses remerciements sincères à

la communauté internationale qui a réagi généreusement et avec sympathie face à cette crise, notamment par l'intervention rapide et efficace du HCR, comme il l'avait demandé, pour répondre aux besoins des réfugiés pendant leur séjour au Bangladesh.

85. Dès le début du processus de rapatriement amorcé en septembre 1992, le Bangladesh a manifesté son attachement à l'idée d'un rapatriement librement consenti des réfugiés du Myanmar se trouvant sur son territoire. Jusqu'à présent, 37 000 personnes ont regagné leur lieu d'origine. Un mémorandum d'accord passé entre le Bangladesh et le HCR mettant au point les modalités du rapatriement librement consenti a été signé en mai 1993. Le Gouvernement du Bangladesh, qui a toujours plaidé pour que le HCR joue un rôle et soit présent dans le pays d'origine de façon à restaurer l'espoir pour faciliter le rapatriement des ressortissants du Myanmar, est donc particulièrement heureux d'apprendre que, suite à la visite privée que le Haut Commissaire vient de rendre au Myanmar, un mémorandum d'accord devrait être signé dans un proche avenir entre le HCR et le Myanmar, autorisant le HCR à s'établir dans l'Etat du Rakhine au Myanmar, région dont la grande majorité des réfugiés sont originaires. Le Gouvernement du Bangladesh se félicite sans réserve et sincèrement de la patience, de la compréhension, de l'initiative personnelle et de l'engagement pour une solution durable de la situation des réfugiés dans la région manifestés par le Haut Commissaire.

86. On ne saurait surestimer l'importance que le Gouvernement du Bangladesh attache au rapatriement, dans les meilleurs délais, des réfugiés. Malgré l'hospitalité de son peuple, le Bangladesh ne peut, en raison de la fragilité de son économie, accueillir indéfiniment autant de réfugiés. Le séjour prolongé des réfugiés a causé de graves dommages aux forêts et à l'environnement en général. La remise en état de ces sites prendra beaucoup de temps, car le Bangladesh est l'un des pays du monde où la densité de population est la plus forte et où, de ce fait, camps de réfugiés et villages sont pratiquement imbriqués les uns dans les autres. Par ailleurs, la présence continue de réfugiés crée une situation d'où on ne peut exclure les conflits entre réfugiés et habitants du voisinage. Aussi le Gouvernement du Bangladesh souhaite-t-il encourager le Haut Commissaire à conclure rapidement le mémorandum d'accord avec le Myanmar et à faire le nécessaire pour rapatrier au plus tôt les 212 000 réfugiés qui restent au Bangladesh. En conclusion, l'observateur du Bangladesh renouvelle les remerciements de son gouvernement à la communauté internationale pour la générosité avec laquelle elle a répondu aux appels qui lui ont été lancés, ainsi que pour l'aide qu'elle continue d'apporter au Bangladesh pour lui permettre de supporter le coût énorme que représente l'accueil de 250 000 réfugiés. Il tient aussi à féliciter le Haut Commissaire et ses collaborateurs pour la part qu'ils ont prise dans la protection des réfugiés du Myanmar.

87. M. BALOI (Observateur du Mozambique) dit que l'année écoulée a vu se nouer de nouvelles relations entre son pays et le HCR, comme en témoignent en particulier des visites de l'ancien Haut Commissaire adjoint et du Président de la quarante-troisième session du Comité exécutif. Les visites sur le terrain de fonctionnaires du siège du HCR à Genève au Mozambique et dans les pays qui accueillent des réfugiés mozambicains se sont multipliées et des mesures ont été prises pour renforcer le Bureau et les délégations du HCR au Mozambique.

88. A la quarante-troisième session du Comité exécutif, la délégation mozambicaine a annoncé officiellement la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et la RENAMO. Depuis lors, de gros efforts ont été faits pour consolider la paix et la réconciliation entre Mozambicains. Mais deux éléments importants font encore défaut : l'approbation de la loi électorale d'une part, et la démobilisation des deux parties, suivie de la constitution d'une nouvelle armée, de l'autre. Il n'en demeure pas moins que la paix se maintient et que les activités de reconstruction et de relèvement se poursuivent. Le Gouvernement mozambicain demeure attaché à la mise en oeuvre de l'Accord de paix et reconnaît la nécessité de préparer la voie à l'organisation, d'ici le mois d'octobre 1994, d'élections multipartites libres et honnêtes, prémisses d'une paix durable et de la stabilité.

89. Plusieurs orateurs, représentants de pays d'accueil, ont déjà donné des indications sur le rapatriement des réfugiés mozambicains. Les documents distribués au Comité exécutif fournissent aussi des informations à ce sujet. Il ne fait aucun doute que l'accord de base signé entre le HCR et l'Afrique du Sud et l'accord tripartite qui doit être conclu entre le HCR, l'Afrique du Sud et le Mozambique permettront aux réfugiés mozambicains d'être reconnus comme tels et, de ce fait, de jouir de la possibilité de regagner leur pays dans des conditions de sécurité et de dignité.

90. Evoquant la question du rapatriement organisé par rapport au rapatriement spontané, l'observateur du Mozambique fait observer que, depuis trois ans, le Gouvernement mozambicain demande en vain une aide pour faire face aux rapatriements spontanés alors que la guerre se poursuit. Faute de soutien, tandis que les rapatriements spontanés se multiplient et que les réfugiés désireux de regagner immédiatement leur pays font pression sur lui, le Gouvernement mozambicain doit décider où, quand et comment instaurer les conditions minimums nécessaires au rapatriement des réfugiés. Bien que certains d'entre eux vivent déjà au Mozambique, ils sont toujours tributaires des pays d'accueil pour une bonne partie de ce qui devrait leur être fourni dans leur lieu d'origine ou là où ils ont choisi de s'établir. La seule façon de permettre à ces rapatriés de reprendre une vie normale consiste à accélérer les activités de soutien au rapatriement.

91. En plus d'autres groupes de population vulnérables, le Mozambique doit s'occuper des réfugiés, des personnes déplacées sur son territoire et des soldats démobilisés. Dans le premier comme dans le troisième cas, on peut aisément identifier l'organisation à laquelle demander une aide. S'agissant toutefois des personnes déplacées dans le pays même, il n'existe aucun organe des Nations Unies qui en soit spécialement chargé; aussi l'observateur du Mozambique partage-t-il le souci exprimé par plusieurs orateurs quant à la nécessité de trouver une solution au problème. Enfin, il exprime l'espoir que l'attitude généreuse manifestée par le HCR, les organisations non gouvernementales et la communauté internationale en général envers les réfugiés mozambicains s'étendra à d'autres pays dans le besoin et en particulier, à l'Angola.

92. M. TIRONI (Observateur du Chili), après avoir félicité pour leur travail le Haut Commissaire et ses collaborateurs, dont certains ont perdu la vie dans l'exercice de leur noble tâche, dit que le problème des personnes déplacées a pris des proportions alarmantes. D'après le nombre de réfugiés et de personnes

déplacées dans leur propre pays, le rééquilibrage politique du système mondial n'a pas réussi à enrayer le mécanisme à l'origine de tels mouvements de population. Le HCR a proposé une stratégie de solutions novatrices et durables prévoyant les moyens de répondre aux cas d'urgence, des mesures de prévention et le rapatriement librement consenti. Si l'on analyse les observations formulées dans la Note sur la protection internationale (A/AC.96/815), on constate que les problèmes liés aux réfugiés peuvent être source de dangers qui compromettent la solidarité internationale et rendent la protection précaire.

93. L'expérience du passé et bien des événements de la vie contemporaine illustrent l'interdépendance croissante entre le maintien de la paix, la promotion du développement économique et social et l'action humanitaire. L'approche esquissée dans le rapport du Secrétaire général intitulé "Agenda pour la paix", a mis en route un processus dont le HCR ne saurait se tenir à l'écart. Comme le Haut Commissaire l'a fait observer, le HCR ne peut se dissocier des initiatives politiques des Nations Unies susceptibles de contribuer au règlement du problème des réfugiés. Il n'en demeure pas moins que le rôle du HCR doit se limiter à répondre aux besoins humanitaires de façon à préserver le caractère apolitique de ses activités.

94. La délégation chilienne attache beaucoup de prix à la promotion de scénarios qui offrent des solutions globales, prévoient des programmes d'assistance au développement et tiennent compte des migrations et du besoin de consolider la démocratie et l'exercice de tous les droits de l'homme. La coordination des activités à entreprendre dans ces quatre domaines contribuera à renforcer la confiance et les solutions durables. La procédure suivie par la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (CIREFCA) constitue une réponse globale qui supposait le traitement conjoint du problème du déracinement, de la consolidation de la paix et du développement des pays intéressés. Il a fallu une véritable volonté politique pour s'attaquer aux problèmes de différents groupes de population dans une optique technique inspirée de la Déclaration de Carthagène. Ce scénario représente un précédent précieux aux niveaux régional et interinstitutions que la Commission compétente du Conseil économique et social ne devrait pas perdre de vue. L'observateur du Chili espère que l'étape ultérieure au cours de laquelle le PNUD jouera un rôle important, permettra de consolider la paix par le biais du développement.

95. Les mouvements massifs de population contribuent à créer l'une des situations les plus complexes à laquelle il faudra faire face au siècle prochain. Les facteurs déterminants en sont aussi bien des motivations économiques et sociales que des crises dans les relations ethniques. Le non-respect des droits de l'homme et la violence généralisée ont abouti à un abus du droit d'asile au regard des règles du droit international. Les formules de protection propres à résoudre des situations délicates de cette nature, ne serait-ce que temporairement, doivent être compatibles avec le droit au non-refoulement et à la non-discrimination. Il ne saurait faire de doute que l'asile est en crise dans les pays qui, traditionnellement, poursuivaient une politique libérale en la matière. L'augmentation du nombre de demandeurs d'asile qui, au sens strict du droit, ne répondent pas aux conditions énoncées dans la Convention de 1951, représente un problème préoccupant qui risque de fausser l'institution de l'asile et d'affaiblir

le droit à l'asile. A cet égard, il faut tenir compte non seulement des demandes d'asile sans fondement, mais aussi des interceptions, des rejets aux frontières et d'autres pratiques administratives restrictives, d'où la nécessité de trouver des solutions qui ne portent pas atteinte au droit d'asile proprement dit et prennent en considération le besoin de réduire autant que faire se peut les cas d'abus. Aux paragraphes 8 et 9 de son projet de rapport, le Sous-Comité plénier sur la protection internationale (A/AC.96/819) insiste sur le besoin de solutions équilibrées.

96. Historiquement, les pays d'Amérique latine ont joué un rôle actif à cet égard, étant tour à tour pays d'origine de réfugiés et pays d'accueil de réfugiés. C'est ainsi que la région a contribué au développement du droit international et que cette vocation s'est imposée dernièrement à nouveau lors d'une réunion d'experts tenue en Uruguay, sous les auspices du HCR, en vue de promouvoir le droit à l'asile. Les experts se sont penchés sur les limites, l'application et l'abus de ce droit. Ils ont élaboré toute une série de recommandations visant à renforcer les règles énoncées dans la Convention de 1951, le Protocole de 1967 et la Déclaration de Carthagène en les incorporant dans le droit interne. Les experts d'Amérique latine continuent ainsi de penser que la définition élargie donnée dans la Déclaration de Carthagène représente une contribution à la notion de réfugié. Le Gouvernement chilien espère que cette idée sera suivie comme il convient à l'occasion du dixième anniversaire de la Déclaration.

97. La situation des personnes déplacées dans leur propre pays, que l'on peut comparer, sur le plan technique, à celle des réfugiés, a pris des proportions alarmantes. Dans la Note sur la protection internationale (A/AC.96/815), le Haut Commissaire énonce les directives régissant l'intervention du HCR en pareil cas. On constate une tendance à laisser le HCR s'engager davantage à cet égard. Il est clair par ailleurs que des restrictions pèsent nécessairement sur sa capacité d'agir par le truchement du Secrétaire général. Il semble toutefois souhaitable d'examiner les observations faites par la délégation suédoise au sujet de la responsabilité première des Etats touchés et de l'Organisation des Nations Unies ainsi que la suggestion faite à la session de 1993 de la Commission des droits de l'homme, à savoir qu'il devrait exister dans le système des Nations Unies au moins un centre de coordination de l'information sur les personnes déplacées. Le HCR pourrait étudier à cet effet les incidences de la création d'un tel centre. Une action d'urgence s'impose pour faire face aux déplacements internes et le HCR devrait collaborer avec d'autres organismes pour lancer un processus propre à satisfaire les besoins des pays qui font appel à son concours.

98. C'est sous de nouvelles formes de coopération que les pays qui ne sont pas de gros donateurs peuvent contribuer à la mission du HCR. A cet égard, il serait intéressant d'explorer, avec le concours de la Division de la gestion des ressources humaines du HCR, les moyens qui permettraient aux Etats, dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement, de prêter à titre de contribution les services d'experts pour des opérations d'urgence.

99. Les déséquilibres économiques qui séparent le Nord du Sud, l'exacerbation du nationalisme et de la discrimination ethnique, la vulnérabilité des modèles démocratiques et la persistance des violations grossières des droits de l'homme sont des facteurs qu'il sera difficile de maîtriser par des pratiques d'asile et de migration restrictives. Ce qu'il faut, c'est essayer une fois de plus de susciter un sentiment de solidarité et la recherche de solutions qui, sans affaiblir les principes et les institutions régissant l'asile, offrent des solutions durables, seule garantie de promotion de la stabilité sociale et de la paix dans le monde.

100. M. BONG JOO MOON (Observateur de la République de Corée) dit que la fin de la guerre froide a accru l'espoir de voir s'instaurer prochainement une paix plus durable dans le monde, en même temps qu'une vie plus stable et meilleure. Or, toute une série de problèmes d'un type nouveau, en particulier les mouvements sans précédent de réfugiés provoqués par différents conflits, montrent qu'il est encore trop tôt pour que cet espoir se concrétise. La croissance explosive du budget et des effectifs du HCR au cours des dernières années prouve la gravité et l'ampleur du problème actuel des réfugiés.

101. La délégation coréenne rend hommage au courage, au dévouement et aux sacrifices du Haut Commissaire et de son personnel, qui doivent souvent travailler dans des conditions difficiles et dangereuses. La sécurité des agents humanitaires devient une source de préoccupations sérieuses pour la communauté internationale et des mesures d'urgence s'imposent pour s'attaquer au problème.

102. De façon générale, la délégation coréenne partage les points de vue exprimés par le Haut Commissaire dans la déclaration liminaire qu'elle a prononcée à la 481<sup>ème</sup> séance. De toute évidence, les causes profondes de la crise des réfugiés sont complexes, mais le contexte s'explique par la situation politique, économique et sociale difficile que connaissent de nombreuses régions du monde. Seule une approche globale permettra de trouver une solution durable. A cet égard, le Gouvernement coréen appuie l'idée de mettre au point une stratégie globale cohérente pour traiter du problème des réfugiés. Comme le Haut Commissaire l'a fait observer à juste titre, cette stratégie devrait être élaborée en coopération étroite avec les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires, les organisations chargées du développement, les organisations non gouvernementales et les gouvernements. La délégation coréenne se félicite de l'accent mis par le Haut Commissaire sur la nécessité impérieuse pour le HCR d'améliorer son efficacité et de rendre mieux compte de ses activités.

103. La délégation coréenne accueille avec satisfaction les progrès significatifs réalisés sur la voie du règlement de certains des problèmes de réfugiés en Asie. La mise en oeuvre du Plan global d'action pour les réfugiés indochinois (PAG) est particulièrement encourageante et la délégation coréenne espère que la réunion du Comité directeur du PAG qui doit se tenir au début de 1994, sera l'occasion de conclure le programme. Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de féliciter le HCR et les gouvernements intéressés d'avoir mené à bien le rapatriement de plus de 370 000 réfugiés cambodgiens au début de 1993, ce qui a contribué à la tenue d'élections dans de bonnes conditions.

La signature, en mai 1993, d'un mémorandum d'accord entre le Haut Commissaire et le Gouvernement du Myanmar, clé du règlement du problème de réfugiés dans la région, est aussi un événement dont on peut se louer.

104. En décembre 1993, le Gouvernement coréen a adhéré à la Convention de 1951 relative au statut de réfugié, ainsi qu'à son Protocole de 1967, consolidant ainsi les fondements juridiques de sa politique de protection des réfugiés. Malgré ses ressources limitées de pays en développement, la République de Corée a quintuplé sa contribution de 1993 aux programmes généraux du HCR par rapport à 1992 et a versé par ailleurs une contribution, modeste, au programme d'assistance humanitaire dans l'ancienne Yougoslavie. L'observateur de la République de Corée réaffirme l'appui continu et sans réserve de son gouvernement aux activités du HCR.

105. M. KARAMAGE (Observateur du Rwanda) dit qu'il tient à informer le Comité exécutif des démarches entreprises par le Gouvernement rwandais et par le Front patriotique rwandais en vue de trouver une solution durable et définitive au problème des réfugiés rwandais. A cet égard, le Gouvernement rwandais se réjouit des excellents rapports et du dialogue permanent qu'il a toujours entretenus avec le HCR, comme le montre l'aide humanitaire d'urgence que le HCR a apportée dernièrement aux personnes déplacées par la guerre au Rwanda, alors même que ces personnes ne relèvent pas de son mandat. Il sait profondément gré au HCR de son intervention et renouvelle son appel pressant dans le même sens, tant est catastrophique la situation des personnes déplacées, dont le nombre avoisine aujourd'hui un million.

106. Depuis le déclenchement de la guerre, le 1er octobre 1990, le Gouvernement rwandais et le Front patriotique rwandais ont déployé des efforts considérables en vue de mettre un terme à cette guerre et de trouver des solutions durables et définitives au problème des réfugiés. C'est ainsi que, réunis à Dar-es-Salaam, en République-Unie de Tanzanie, le 19 février 1991, les chefs d'Etat et de gouvernement de la sous-région, assistés du Secrétaire général de l'OUA et d'un représentant du HCR, ont adopté la Déclaration de Dar-es-Salaam sur le problème des réfugiés rwandais. Le Gouvernement rwandais rend hommage à tous ses partenaires de ce Sommet, qui constitue, à n'en pas douter, le premier pas concret vers la recherche d'une solution juste et durable en faveur des réfugiés rwandais.

107. Le 4 août 1993, un accord de paix qui met fin à 34 mois de guerre a été signé à Arusha, en République-Unie de Tanzanie, entre le Gouvernement rwandais et le Front patriotique rwandais. Cet accord a été salué par l'ensemble du peuple rwandais tant de l'intérieur que de la diaspora, comme une étape qui consacre une ère nouvelle dans les relations inter-rwandaïses et pose les fondements d'un gouvernement de transition à base élargie qui doit gouverner le pays jusqu'à la tenue d'élections libres. Le Gouvernement rwandais et le Front patriotique rwandais se sont engagés à respecter intégralement le contenu de cet accord. Le gouvernement de transition prendra le pouvoir dès l'arrivée d'une force internationale neutre dont le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a recommandé la mise en place. L'accord de paix insiste sur l'importance du rapatriement des réfugiés rwandais en tant que facteur de paix, d'unité nationale et de réconciliation. Bien que l'accord de paix prévoie le droit de chacun de rentrer à tout moment après la signature de l'accord, il précise que le rapatriement collectif ne sera possible

qu'après une période préparatoire d'une durée pouvant aller jusqu'à neuf mois. Afin de garantir le retour harmonieux de tous les Rwandais qui le désirent, le protocole d'accord est allé encore plus loin dans la définition du réfugié rwandais par rapport à la notion de réfugié contenue dans la Convention de 1951 relative au statut de réfugié et dans la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, en reconnaissant comme réfugié rwandais "tout(e) Rwandais(e) qui se déclare réfugié(e), même s'il (elle) n'est pas enregistré(e) au HCR". C'est également dans cette optique que ledit protocole consacre le principe de la double nationalité, disposition longtemps bannie de la législation rwandaise.

108. Soucieux de voir l'accord de paix prendre effet, spécialement en ce qui concerne les réfugiés rwandais, le Gouvernement rwandais et le Front patriotique rwandais réitérent leur appel pressant au HCR pour que soit conclu rapidement le plan d'action pour la recherche de solutions durables au profit des réfugiés rwandais, décidé à Dar-es-Salaam en février 1991, en vue de la tenue d'une conférence de donateurs permettant le démarrage des opérations de rapatriement sans plus de délai. En attendant que la commission de rapatriement puisse être mise en place par le gouvernement de transition à base élargie, le Gouvernement rwandais et le Front patriotique rwandais sont à l'entière disposition du HCR et de l'OUA pour participer conjointement à l'adoption des mesures nécessaires pour mettre au point ce plan d'action. Tout en exprimant son désir de voir les autres membres de la communauté internationale s'engager dans la même voie, le Gouvernement rwandais tient à réaffirmer que son pays, qui a toujours constitué une terre d'asile pour les réfugiés étrangers, et ce, malgré les problèmes de tous ordres auxquels il est confronté, continuera à examiner avec la plus grande bienveillance toute requête tendant à l'obtention du droit d'asile. Le Gouvernement rwandais exhorte tous les Etats, toutes les organisations internationales et non gouvernementales ainsi que toutes les institutions et fondations à vocation humanitaire, à conjuguer leurs efforts pour enrayer toutes les causes du phénomène des réfugiés.

109. M. FREEMAN (Royaume-Uni) souscrit à la déclaration faite par le représentant de la Belgique au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres et relève que, dans sa déclaration liminaire, le Haut Commissaire a appelé l'attention sur la croissance continue du nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde et sur le fardeau imposé en conséquence au HCR, appelé à intervenir dans des conditions bien plus exigeantes que celles envisagées lors de sa création. On lui demande d'agir plus rapidement que jamais auparavant et de s'occuper d'un nombre de personnes jamais atteint auparavant, dans des situations d'urgence complexes, ainsi que d'un nombre croissant de personnes déplacées dans leur propre pays, dont le sort peut être aussi pitoyable, sinon plus, que celui de bien des réfugiés. Il opère de plus en plus dans des régions de conflits ou dans des régions où le pouvoir central est pratiquement inexistant. C'est ce qui explique les pressions sans précédent qui s'exercent sur la capacité du HCR à faire face à sa mission. Néanmoins, ce dernier a obtenu des succès remarquables au cours des 12 derniers mois. Le programme de rapatriement au Cambodge est un bon exemple de ce qu'il peut faire. La mise en oeuvre dans ce pays et dans d'autres pays du monde de projets à impact rapide est le fruit d'un effort novateur; ces projets représentent une aide non négligeable pour les rapatriés qui redémarrent dans la vie.



110. Il est impossible de parler des activités récentes du HCR sans évoquer aussi l'ancienne Yougoslavie, où les dépenses représentent plus du tiers de son budget. Le travail qu'y fait le HCR est impressionnant, alors même que toutes les parties à ce conflit tragique manipulent l'aide humanitaire et que son personnel y court des risques sur le plan de sa sécurité. Le Gouvernement britannique a mis à la disposition du HCR dans l'ancienne Yougoslavie les services de plus d'une centaine de civils. Il leur rend ici hommage, ainsi qu'à tout le personnel au service de ce pays et aux agents de la FORPRONU, dont fait partie un bataillon britannique chargé de protéger les convois et d'assurer la sécurité des déplacements. Sans eux, ce sont des milliers de personnes en plus qui auraient trouvé la mort.

111. L'expérience faite dans l'ancienne Yougoslavie et les leçons tirées par les organismes humanitaires dans d'autres régions en conflit comme la Somalie et l'Angola mettent en lumière un problème de plus en plus délicat pour tous les intervenants du secteur humanitaire : comment concilier les besoins humanitaires et les objectifs politiques ? En fait, il n'y a pas de contradiction entre les uns et les autres. L'assistance humanitaire qui ne cherche pas à s'attaquer aux causes profondes d'une crise est à courte vue, car elle implique que l'on se contente de faire échapper des gens à un sort malheureux pour les mettre face à une autre situation difficile. Cela dit, on ne saurait prendre de décisions politiques et militaires sans tenir dûment compte de la situation humanitaire. Ces deux types de considérations doivent aller de pair, tant dans la planification que dans la mise en oeuvre.

112. Une question importante qui préoccupe le HCR, c'est l'impact des sanctions sur les opérations de secours humanitaires. Les sanctions ne sont pas censées entraver la fourniture d'articles humanitaires et autres denrées de première nécessité. Une fois de plus, le Royaume-Uni se déclare prêt à aider le HCR et d'autres organismes qui s'adressent aux commissions des sanctions à New York et à faire en sorte chaque fois que possible qu'aucun retard ne nuise à l'acheminement de l'assistance humanitaire essentielle.

113. La délégation britannique a été heureuse d'entendre le Haut Commissaire dire que le HCR continuera de coopérer étroitement avec le Département des affaires humanitaires dans son effort de mobilisation du système des Nations Unies pour répondre rapidement et de façon cohérente aux urgences complexes et assurer la transition entre le stade des secours et celui du développement. Il estime que les conclusions auxquelles le Conseil économique et social a abouti en 1993 constituent une bonne base sur laquelle cette coopération pourrait continuer de se développer. Cependant, l'amélioration de la coordination interinstitutions ne saurait à elle seule combler toutes les lacunes du système. Chaque institution doit revoir et adapter ses propres procédures pour répondre à l'évolution des choses. Il y a donc lieu de féliciter le Haut Commissaire des progrès remarquables réalisés pour renforcer la capacité de réaction du HCR aux situations d'urgence. La souplesse plus grande assurée au fonds extraordinaire, le déploiement d'équipes d'urgence et la conclusion d'accords avec des partenaires extérieurs se sont tous révélés utiles. Pour sa part, le Royaume-Uni se propose de collaborer étroitement avec le HCR pour identifier et conclure des accords pratiques sur les types d'assistance qui pourraient être assurés au HCR pour répondre aux situations d'urgence.

114. En 1994, pour la troisième année consécutive, le HCR compte que son budget dépassera le milliard de dollars des Etats-Unis. Le Royaume-Uni demeure un ferme partisan du HCR et a l'intention de demeurer un donateur important. Sa contribution pour 1993 s'élève jusqu'ici à plus de 45 millions de livres, sans compter les contributions versées par le biais de programmes de la Communauté européenne. Il continuera de prendre à sa charge une partie imposante des frais essentiels du HCR, montant qui n'est pas précisé et qui est donc mis à la disposition du HCR au fur et à mesure des besoins. Le Royaume-Uni continuera aussi de répondre aux appels lancés en faveur des programmes spéciaux du HCR qui, de par leur nature même, exigent de sa part qu'il réserve à cette fin un certain montant de ressources. Toutefois, ces affectations seront aussi "légères" que possible. Peut-être la distinction faite entre les budgets des programmes généraux et ceux des programmes spéciaux est-elle moins nécessaire ou moins conseillée qu'elle ne l'était par le passé. En tout état de cause, il ne semble plus justifié que le Comité exécutif réserve un traitement différent aux uns et aux autres.

115. Le besoin de ressources se faisant sentir de façon de plus en plus pressante, les services qui dépensent et leurs budgets font l'objet d'un examen de plus en plus serré. Tout le monde cherche naturellement à en avoir pour son argent et s'efforce de lutter contre le gaspillage. C'est dans ce climat que les budgets consacrés à l'aide se trouvent en concurrence les uns avec les autres et que l'on examine les contributions à des organismes comme le HCR. Il faut prouver que le HCR mérite bien l'argent qu'on lui donne. Une autre condition essentielle à remplir, au fur et à mesure que les budgets se resserrent, c'est, pour le HCR, de veiller à ce que son travail soit bien ciblé et ses priorités clairement établies. Tout en reconnaissant la mission inestimable entreprise par le HCR en matière de protection des personnes déplacées dans leur propre pays et de soins à ces personnes, le Royaume-Uni appuie la définition prudente donnée des limites du rôle du HCR par le Haut Commissaire dans sa déclaration liminaire. Les ressources du HCR sont déjà utilisées au maximum, aussi faudrait-il effectuer une étude approfondie des incidences politiques, financières et autres de toute innovation en ce sens avant de chercher à dépasser les critères proposés par le Haut Commissaire.

116. Le budget des programmes généraux pour 1994 accuse une fois de plus une augmentation modeste que la délégation britannique peut appuyer. Il faudra cependant l'adapter si des possibilités de réduction des dépenses se présentent en cas d'amélioration d'une situation ou, ce qui est plus probable, si de nouvelles dépenses sont proposées, pour répondre à de nouveaux besoins. C'est ainsi que la délégation britannique se félicite que le HCR ait insisté sur le redéploiement de son personnel stationné au Cambodge, au Nicaragua et ailleurs une fois les programmes de rapatriement menés à bien, comme le Haut Commissaire l'a dit dans sa déclaration liminaire. Elle apprécie aussi la détermination de cette dernière à faire en sorte que le HCR améliore l'exécution de ses programmes et rende mieux compte de ses activités en déléguant un plus grand pouvoir de décision à ses bureaux extérieurs, tout en renforçant leur responsabilité en matière de budget et de vérification des comptes. Dans l'ensemble, le HCR, comme d'autres institutions, devrait accroître la rentabilité de ses opérations et rendre des comptes rigoureux dans tous ses secteurs d'activités.

117. Il est relativement facile de relever les limites et les défaillances de l'aide internationale. Toutefois, sans l'assistance humanitaire du type de celle que fournit le HCR, des millions de gens de par le monde souffriraient encore bien davantage. La délégation britannique rend hommage à la direction assurée par le Haut Commissaire et au courage ainsi qu'au dévouement manifestés par le personnel du HCR dans toutes les régions du monde. Au lieu de critiquer les institutions internationales qui n'arrivent pas à venir en aide à toutes les victimes, il faudrait les féliciter pour leur courage et leur abnégation et condamner en revanche ceux qui violent le droit et les normes humanitaires internationales ou qui se servent de l'aide comme d'une arme de guerre, car ce sont eux qui font souffrir et ce sont leurs agissements qui provoquent des mouvements de réfugiés.

La séance est levée à 13 heures.

-----